

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) menacé :

De plus en plus de familles monoparentales et de chômeurs mais aussi les travailleurs pauvres, les étudiants et les personnes à la retraite recourent aujourd'hui à l'aide alimentaire.

Les associations estiment à 10 % l'augmentation, chaque année, du nombre des bénéficiaires de leurs diverses aides + 30% sur certains quartiers de notre ville...

Face à cette dégradation de la condition sociale de nos concitoyens, les dirigeants européens demeurent concentrés sur la satisfaction des desiderata des banquiers et autres marchés financiers, à la fois responsables et bénéficiaires de la crise.

Ce dispositif, créé en 1987 et financé par les surplus de la politique agricole commune, permet de distribuer jusqu'à 18 millions de repas en Europe dont 4 millions en France. La contribution européenne en nature s'est transformée en contribution financière représentant seulement, cela a été dit, un euro par Européen. Un euro seulement ! Elle est gérée par des associations nationales. En France, il convient de saluer le travail exemplaire réalisé par les quatre associations humanitaires qui gèrent cette aide grâce à la mobilisation de milliers de bénévoles : la Croix rouge, les banques alimentaires, le Secours populaire et les Restos du cœur. Alors que près du quart de la population de l'Union européenne est menacé de pauvreté, l'existence du Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) financé sur le budget de la PAC est, à nouveau, remise en cause après un sursis d'un an. Son maintien est, en effet, contesté par 7 Etats européens qui souhaitent que chaque pays membre assure directement sur son propre budget, la solidarité vis-à-vis de ses ressortissants pauvres. Cet outil est un véritable pilier social aux côtés des fondements économiques et monétaire et de solidarité entre tous les pays.

2009 et pourrait disparaître sur simple décision du conseil européen des 7 et 8 février prochain..au moment ou au Havre on trouvera les solutions à la crise dans le capitalisme ravageur pour les peuples..

Ce serait injuste et inacceptable.

Alors que l'Europe a distribué des milliards d'euros aux banques, comment pourrait-on admettre qu'elle refuse les millions nécessaires aux personnes en difficulté alors même que la pauvreté augmente ?

Pour donner l'alerte, plusieurs associations caritatives comme , les Restos du Cœur, le Secours populaire, la Banque alimentaire et la Croix Rouge ont organisé ce midi un « air food » sur la place de l'Hotel de Ville : une manifestation symbolique qui invite à venir manger des assiettes vides illustrant ce que serait l'aide alimentaire si les fonds européens alloués étaient supprimés.

Nous étions présents ce matin et soutenons naturellement et activement cette action des associations d'aide alimentaire et vous proposons donc ce vœu que nous ne doutons pas sera voté à l'unanimité même si le système que vous soutenez y est pour quelque chose dans cette situation...il ne faudrait pas l'oublier...mais dans l'art du grand écart certains sont doués !!!

Vœu présenté par le groupe Le Havre à gauche

Conseil municipal du 04 février 2013

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est menacé. Lors de sa création, il s'agissait d'utiliser les surplus de la Politique Agricole Commune (PAC) pour distribuer des repas aux plus démunis.

La crise économique aggrave la pauvreté à travers toute l'Union Européenne.

Le dispositif actuel, qui arrive à échéance fin 2013, permet aux associations de solidarité et de lutte contre la pauvreté d'apporter une aide alimentaire à 18 millions d'européens chaque année et de distribuer 130 millions de repas. En France, près de 4 millions de Français en bénéficient. L'apport de l'Union européenne couvre un tiers des denrées distribuées par les associations de solidarité et peut constituer jusqu'à 50% des ressources de certaines associations françaises.

En conséquence, le conseil municipal réuni en sa séance du 4 février 2013 tient à apporter, à nouveau, son soutien aux associations de solidarité et de lutte contre la pauvreté qui dénoncent la baisse drastique des crédits en faveur de l'aide européenne alimentaire aux plus démunis.

Et demande instamment la préservation de ce programme, et l'augmentation de son budget au regard de la situation sociale de millions de citoyens européens.

Le conseil municipal réuni en sa séance du 4 février 2013 en appelle, également, à l'ensemble des Gouvernements des pays membres, au Président de la Commission européenne, et aux eurodéputés afin qu'ils sauvegardent l'aide alimentaire européenne pour que l'objectif affiché de réduction de 25% de la pauvreté dans l'Union européenne ne reste pas à l'état d'une simple déclaration de principes.